

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1405

13 mai 2016

### SOMMAIRE

AB Toscana (Luxembourg) Investment S.à r.l. .....	67425	Private One SICAV-FIS .....	67440
Acacia Holdings S.à r.l. ....	67416	Quartz One S.A. ....	67403
CAVOK Luxembourg S.A. ....	67399	Quattro S.à r.l. ....	67404
CT Luxembourg Holdings S.à r.l. ....	67399	Redfields S.à r.l. ....	67401
Exelenz S.à r.l. ....	67399	Roof Real Estate 2015 S.à r.l. ....	67402
GL Europe Upperton Road S.à r.l. ....	67398	SBP 1 S.à r.l. ....	67434
Granipierres S.A. ....	67398	SBP 2 S.à r.l. ....	67437
Hathor Participations SA .....	67396	Shaftesbury Fund Management (Luxembourg) S.A. ....	67394
HighBreed Capital Holding S.à r.l. ....	67397	Singleton .....	67402
H.I.G. Investment Fund I S.à r.l. SICAV-SIF .....	67405	SKYE Properties S.à r.l. ....	67402
Hosta .....	67403	Sky (Logistics) Pledgeco S.à r.l. ....	67394
Hydrover Holdings S.A. ....	67397	SM 1619 LUX S.A. ....	67395
Landlake Invest S.à r.l. ....	67398	Société Luxembourgeoise ETAM .....	67403
Lombard Odier Multiadvisers .....	67399	SOF-10 Starlight 36 GBP S.à r.l. ....	67395
MIS Nominees (Luxembourg) S.à r.l. ....	67400	SOF-10 Starlight 37 GBP S.à r.l. ....	67395
Mokeda S.A. ....	67400	Sol-Line S.à r.l. ....	67394
Pacific Capital S.à r.l. ....	67400	SYAN IP .....	67396
Paramount Dallion Investors VI S.à r.l. ....	67404	Tasco International S.à r.l. ....	67396
Patron ES Investments S.à r.l. ....	67404	Tizela Invest S.A. ....	67397
PDL Europe Senior 1 S.à r.l. ....	67400	TMR S.à r.l. ....	67396
Pearl HP Funding Corp S.C.A. ....	67402	UBI Trustee S.A. ....	67398
Private Equity Group S.A. ....	67395	Vingt Deux Trois Zero Holding SPF S.A. ....	67401
		Vouvray S.A. SPF .....	67401

**Shaftesbury Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 191.107.

*Extrait des résolutions prises par les actionnaires de la Société en date du 17 février 2016*

Il résulte des résolutions prises par les actionnaires de la Société en date du 17 février 2016 que Monsieur David DAVIES a démissionné de son mandat d'administrateur de la Société.

Les personnes suivantes forment l'ensemble du conseil d'administration de la Société:

- Miles D'ARCY-IRVINE (administrateur),
- Philippe CAMUS (administrateur),
- Laurel POLLEYS (administrateur),
- Yves MIORCEC DE Kerdanet (administrateur),
- Bernd Haggemüller (administrateur), et,
- Iain MacLeod (administrateur).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Shaftesbury Fund Management (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016073670/19.

(160037778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**Sky (Logistics) Pledgeco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.593.

EXTRAIT

(1) Le nom de l'associé de la Société a changé de Thallium Investment S.à r.l. à Sky (Logistics) Topco S.à r.l. le 2 décembre 2015, suite à la décision de Logicor Europe Holdings II S.à r.l. - associé unique de Sky (Logistics) Topco S.à r.l., et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 181,528 - prise pendant l'assemblée générale extraordinaire du même date.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

1. Sky (Logistics) Topco S.à r.l. . . . . 500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2016.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2016073672/19.

(160037376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**Sol-Line S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8140 Bridel, 88C, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 120.065.

Le siège social de l'associée M2F Société Anonyme se trouve à L-2551 Luxembourg, 135, avenue du X Septembre.

Les adresses des gérants ont changé comme suit:

- Monsieur Marc Feltes, demeurant professionnellement à L-2551 Luxembourg, 135, avenue du X Septembre,
- Madame Nadine Feltes ép. Theis, demeurant professionnellement à L-2551 Luxembourg, 135, avenue du X Septembre,
- Monsieur Maurice Elz, demeurant professionnellement à L-8140 Bridel, 88C, rue de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2016073712/16.

(160037527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**SOF-10 Starlight 36 GBP S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 13.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.225.

—

Par résolutions signées en date du 1<sup>er</sup> Mars 2016, l'associé unique a décidé

- de modifier l'adresse professionnelle de Thierry Drinka, Gérant, du 3 rue Mozart, L-2166 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- de modifier l'adresse professionnelle de Julien Petitfrère, Gérant, du 3 rue Mozart, L-2166 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- de noter la décision des gérants de la Société de transférer le siège social de la Société du 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 1<sup>er</sup> Mars 2016.  
Référence de publication: 2016073708/17.  
(160037989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**SOF-10 Starlight 37 GBP S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 13.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.226.

—

Par résolutions signées en date du 1<sup>er</sup> Mars 2016, l'associé unique a décidé

- de modifier l'adresse professionnelle de Thierry Drinka, Gérant, du 3 rue Mozart, L-2166 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- de modifier l'adresse professionnelle de Julien Petitfrère, Gérant, du 3 rue Mozart, L-2166 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- de noter la décision des gérants de la Société de transférer le siège social de la Société du 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2016

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 1<sup>er</sup> Mars 2016.  
Référence de publication: 2016073709/17.  
(160037988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**SM 1619 LUX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 201.663.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Senningerberg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.  
Référence de publication: 2016073748/10.  
(160037430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**Private Equity Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 84.023.

—

Le Bilan arrêté au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, Signature.  
Référence de publication: 2016086129/10.  
(160053891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**SYAN IP, Société Anonyme.**

Siège social: L-3469 Dudelange, 12, rue Jean Friedrich.  
R.C.S. Luxembourg B 150.113.

---

*Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 15.12.2015*

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

*Résolution*

Est nommé commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale 2016:

- Madame Vanessa HANNIER, demeurant professionnellement à L-3469 Dudelange, 12, rue Jean Friedrich.  
Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de l'année 2016 statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Dudelange, le 15.12.2015.

Pour extrait conforme

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016074399/16.

(160038414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Tasco International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 19.634.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 133.309.

---

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 25 février 2016*

- Acceptation de la démission, avec effet au 31 décembre 2015, de Monsieur Jean Lambert, gérant de la société.

Extrait sincère et conforme

TASCO INTERNATIONAL S. à r.l.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016074412/13.

(160038370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**TMR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.  
R.C.S. Luxembourg B 112.543.

---

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 23 février 2016*

L'assemblée a décidé d'accepter avec effet au 15 janvier 2016 la démission de Monsieur Christophe JASICA de ses fonctions de gérant avec un pouvoir de signature catégorie B.

L'assemblée a également décidé d'élire avec effet au 15 janvier 2016 et pour une durée illimitée, Madame Vanessa TIMMERMANS, née le 25 juillet 1986 à Messancy (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, aux fonctions de gérant avec un pouvoir de signature catégorie B.

*Pour la société*

*Un gérant*

Référence de publication: 2016074421/16.

(160038802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Hathor Participations SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.  
R.C.S. Luxembourg B 140.133.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016082024/9.

(160048309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

---

**Tizela Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 172.289.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 1<sup>er</sup> février 2016*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, administrateur démissionnaire, avec effet au 31 décembre 2015.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

TIZELA INVEST S.A.

FMS SERVICES S.A. / S.G.A. SERVICES S.A.

*Administrateur / Administrateur*

Hugues DUMONT / Sophie CHAMPENOIS

*Représentant permanent / Représentant permanent*

Référence de publication: 2016074420/19.

(160038255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**HighBreed Capital Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1316 Luxembourg, 10, rue des Carrières.  
R.C.S. Luxembourg B 166.574.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une cession de parts signée sous seing privé en date du 31 juillet 2015, que Monsieur Marc HALPERN, demeurant au 51 Felden Street, Londres SW6 5AE (Royaume-Uni) a cédé toutes ces 6.250 parts sociales qu'il détient dans la société HighBreed Capital Holding S.à r.l., à Monsieur Pierre Bès, né le 12 mai 1965 à Lausanne (Suisse), demeurant au 29, route de Pré-Bois, CH-1215 Genève.

Il en résulte donc que Monsieur Pierre Bès est l'associé unique de la société HighBreed Capital Holding S.à r.l..

Luxembourg, le 2 février 2016.

Pour extrait conforme

Martine SCHAEFFER

*Notaire*

Référence de publication: 2016074088/17.

(160038077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Hydrover Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 168.415.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue exceptionnellement le 26 février 2016 que:

- M. Tjalko Reedijk, administrateur non-exécutif B de la Société, a démissionné de son poste d'administrateur non-exécutif B de la Société avec effet au 26 février 2016;

- M. Michiel van Mourik, né le 22 mars 1974 à Vianen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 4A Utrechtseweg, NL-3451 GG Vleuten, Pays-Bas, a été nommé administrateur non-exécutif B de la Société, avec effet au 26 février 2016 et ce, jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016074091/18.

(160038140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**GL Europe Upperton Road S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25a, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 189.547.

—  
EXTRAIT

L'associé unique de la Société a décidé de nommer PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator L-2182 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS Luxembourg sous le numéro B065477, comme réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet au 22 mai 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016074078/13.

(160038715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Granipierres S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 99.565.

—  
EXTRAIT

Par jugement rendu en date du 25 février 2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leur conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la Société et a mis les frais à la charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Maître Beatrice GHIOCA

*Le liquidateur / Avocat*

Référence de publication: 2016074082/16.

(160038168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Landlake Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 115.094.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 24 février 2016*

L'assemblée a décidé d'accepter avec effet au 15 janvier 2016 la démission de Monsieur Christophe JASICA de ses fonctions de gérant.

L'assemblée a également décidé d'élire avec effet au 15 janvier 2016 et pour une durée illimitée, Madame Catherine BEERENS, née le 6 mai 1970 à Ixelles (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, aux fonctions de gérant.

*Pour la société*

*Un gérant*

Référence de publication: 2016074171/16.

(160038040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**UBI Trustee S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 150.600.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085576/9.

(160052581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

---

**CAVOK Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.  
R.C.S. Luxembourg B 119.868.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 29 mars 2016.

*Pour la société*

COFICOM Trust S.à r.l.

B. P. 126

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Signature

Référence de publication: 2016085195/16.

(160053012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

---

**CT Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 660.895,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 169.620.

Les comptes annuels consolidés de CT Luxembourg Holdings, en liquidation volontaire, au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2016.

Référence de publication: 2016085213/11.

(160052509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

---

**Exelenz S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 77.053.

Le bilan et les comptes de profits et de pertes au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016085254/11.

(160052921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

---

**Lombard Odier Multiadvisers, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 105.457.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle en date du 3 Mars 2016*

En date du 3 mars 2016, l'assemblée générale annuelle a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Yvar Mentha (Président), Monsieur Alexandre Meyer, Monsieur Jacques Elvinger et Monsieur Patrick Zurstrassen en qualité d'Administrateurs pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle en 2017.

- de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, société coopérative, en qualité de réviseur d'entreprise pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle en 2017.

Luxembourg, le 3 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016074192/16.

(160038888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**MIS Nominees (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 191.460.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 24 février 2016*

L'assemblée a décidé d'accepter avec effet au 15 janvier 2016 la démission de Monsieur Christophe JASICA de ses fonctions de gérant.

*Pour la société**Un gérant*

Référence de publication: 2016074229/13.

(160038037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

**Mokeda S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-1342 Luxembourg, 30, rue de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 72.116.

—  
Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue en date du 25 Novembre 2015 que:

- La démission de Madame Fara CHORFI de ses fonctions d'administrateur de la société est acceptée avec effet immédiat;
- Est nommé administrateur de la société avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu en 2020, Monsieur Patrick WEINACHT, né le 19 Décembre 1953 à Neuilly-sur-Seine (France), avec adresse professionnelle au 7A Rue des Glacis; L-1628 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016074235/17.

(160038433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

**PDL Europe Senior 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.207.

—  
Le siège social de l'actionnaire unique a été transféré du L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour PDL Europe Senior 1 S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2016074279/14.

(160038705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

**Pacific Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 128.302.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016086101/10.

(160053806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.



**Vingt Deux Trois Zero Holding SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 174.249.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société tenue de manière extraordinaire le 24 février 2016 à 10 heures 15 au siège social de la société.*

*Première résolution*

L'Assemblée décide de révoquer avec effet immédiat le commissaire actuel de la Société, la société STRATEGO INTERNATIONAL, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 370, route de Longwy, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45.163.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de nommer commissaire, la société à responsabilité CERTIFICA Luxembourg S.à R.L, société à responsabilité limitée inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 86.770, avec siège social au 1, Rue des Glacis, L-1628 LUXEMBOURG avec effet immédiat.

Pour extrait sincère et conforme

*L'Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016074439/19.

(160038425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Vouvray S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 26.921.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société VOUVRAY S.A. SPF qui s'est tenue en date du 15 février 2016*

Il a été décidé ce qui suit:

- après délibération, le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Nicolas Hamel en sa qualité d'Administrateur de la Société et décide de coopter en remplacement Madame Marie-Aleth Hendessi, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2017.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

Mesdames Alexandra Corre et Marie-Aleth Hendessi et Monsieur Didier Schönberger.

Extrait certifié conforme

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2016074442/19.

(160038348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Redfields S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 75.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 127.104.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 29 février 2016*

- Acceptation de la démission, avec effet au 31 décembre 2015, de Monsieur Jean Lambert, gérant de la société.

- Acceptation de la nomination avec effet immédiat de la société Regere Mgt. Services S.A., dont le siège social est situé au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125.133 comme gérant de la société pour une durée indéterminée.

Extrait sincère et conforme

REDFIELDS S.à r.l.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016074314/16.

(160038237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Singleton, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 117.370.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 23 février 2016*

L'assemblée a décidé d'accepter avec effet au 15 janvier 2016 la démission de Monsieur Christophe JASICA de ses fonctions de gérant B.

L'assemblée a également décidé d'élire avec effet au 15 janvier 2016 et pour une durée illimitée, Madame Vanessa TIMMERMANS, née le 25 juillet 1986 à Messancy (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, aux fonctions de gérant B.

*Pour la société**Un gérant*

Référence de publication: 2016074368/16.

(160038805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**SKYE Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 353, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 203.211.

—  
En date du 26 février 2016, le conseil de gérance a pris la résolution suivante:

- Le siège social de la Société est transféré avec effet immédiat du 42-44, Avenue de la Gare, L1610, Luxembourg au 353, Route de Longwy, L-1941 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 29 février 2016.

Référence de publication: 2016074369/13.

(160038047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Roof Real Estate 2015 S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 198.354.

—  
*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 22 février 2016*

Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la Société du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet au 29 février 2016.

A Luxembourg, le 29 février 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016074323/15.

(160038543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Pearl HP Funding Corp S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 173.150.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016082243/10.

(160048459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

**Société Luxembourgeoise ETAM, Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 35, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 1.428.

## EXTRAIT

1. Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société qui s'est ouverte le 5 février 2016 à 10:15 que la délégation à la gestion journalière confiée à Madame Carine HUON, née le 9 janvier 1965 à Leuven, domiciliée à B-3000 Leuven, Jan Cobbaertplein 2/201, a été révoquée avec effet au 15 janvier 2016.

2. Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société qui s'est tenue en date du 5 février 2016 que:

- le mandat d'administrateur de Madame Carine HUON, née le 9 janvier 1965 à Leuven, domiciliée à B-3000 Leuven, Jan Cobbaertplein 2/201, a été révoqué avec effet au 15 janvier 2016;

- Monsieur Dimitri BARIGAND, né le 16 juin 1973 à Charleroi, domicilié à B-1180 Bruxelles (Belgique), Rue de Wansijn 23, a été désigné, avec effet au 18 janvier 2016, administrateur de la Société jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019 pour statuer sur les comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2018.

3. Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société qui s'est ouverte le 5 février 2016 à 15:15 que Monsieur Dimitri BARIGAND, né le 16 juin 1973 à Charleroi, domicilié à B-1180 Bruxelles (Belgique), Rue de Wansijn 23, a été désigné, avec effet au 18 janvier 2016, délégué à la gestion journalière pour la durée de son mandat d'administrateur de la Société, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019 pour statuer sur les comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2016074342/25.

(160038124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Quartz One S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 158.164.

*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 1<sup>er</sup> février 2016*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, administrateur démissionnaire, avec effet au 31 décembre 2015.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

QUARTZ ONE S.A.

FMS SERVICES S.A. / S.G.A. SERVICES S.A.

*Administrateur / Administrateur*

Hugues DUMONT / Sophie CHAMPENOIS

*Représentant permanent / Représentant permanent*

Référence de publication: 2016074299/19.

(160038254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Hosta, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 1.012.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 177.844.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016082022/10.

(160048354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

---

**Patron ES Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 140.635.

*Extrait des résolutions de l'associé unique*

Les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de Cycas Hotel Partners B.V. de son poste de gérant B de la société avec effet au 18 février 2016.

- Acceptation de la démission de M. Steve van den Broek de son poste de gérant A de la société avec effet au 18 février 2016.

- Nomination de M. Steve van den Broek, au poste de gérant B de la société avec effet au 18 février 2016 pour une durée indéterminée.

Le Conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Mme Géraldine Schmit, gérant A, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

- M. Steve van den Broek, gérant B, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2016073615/21.

(160037637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**Paramount Dallion Investors VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 165.780.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27.01.2016*

1. Madame Sophie PERRIN-JANET a démissionné de son mandat de gérante avec effet au 18 décembre 2015.

2. Monsieur Yann CHAUMOND a démissionné de son mandat de gérant avec effet au 12 février 2016.

3. Monsieur Sébastien BOMBENGER, gérant de sociétés, né à Colmar, France, le 23 janvier 1983, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6 rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée avec effet au 12 février 2016.

Luxembourg, le 04.02.2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Paramount Dallion Investors VI S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2016073614/17.

(160037404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**Quattro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9972 Lieler, 7, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 146.042.

EXTRAIT

La convention du 04/09/2015 concernant la vente des parts de la société QUATTRO S.à r.l. avec siège sociale à L-9972 LIELER, 7, Hauptstrooss et enregistré au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B146.042 ressort ce qui suit:

- Monsieur Pierre DEVILLE, demeurant à B-6690 Vielsalm, 86, Ville du Bois . . . . .	85 parts
- Madame VONËCHE Marie-Claire, demeurant à B-6690 Vielsalm, 86, Ville du Bois: . . . . .	15 parts
TOTAL: . . . . .	100 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Lieler, le 04/09/2015.

Signature.

Référence de publication: 2016073638/16.

(160037709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**H.I.G. Investment Fund I S.à r.l. SICAV-SIF, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 204.164.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth day of January.

Before us Maître Danielle Kolbach, notary residing in Redange-sur-Attert, acting in replacement of Maître Henri Helinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

BOF II Realty Holdings LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of the State of Delaware, registered with the secretary of state of Delaware under number 5535127, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle, United States of America,

here represented by Mrs. Cristina Tenu, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Miami, on 8 December 2015. The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

**A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) qualifying as a specialised investment fund in the form of an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name H.I.G. Investment Fund I S.à r.l. SICAV-SIF (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "2007 Law"), the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "1915 Law"), as well as by the present articles of association.

**Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

2.2 The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its purpose in accordance with the 2007 Law.

**Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

**Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the Board of Managers (as defined in article 21.1 of these articles of association). It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board of Managers.

4.4 In the event that the Board of Managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

**B. Share capital - Shares**

**Art. 5. Share Capital.**

5.1 The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at all times be equal to the net asset value of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 9 hereof). The share capital of the Company shall thus vary *ipso iure*, without any amendment to these articles of association and without compliance with measures regarding publication and entry into the Trade and Companies Register.

5.2 The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the 2007 Law. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law.

5.3 The Company is incorporated with an initial share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) fully paid-up ordinary shares without nominal value.

5.4 For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be euros (EUR).

#### **Art. 6. Shares.**

6.1 The shares of the Company are in registered form.

6.2 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.3 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

#### **Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.**

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the 1915 Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders, subject to the conditions set forth in article 7.5 below.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to (i) any transfer restrictions provided for by law or the issuing documents, (ii) the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital, and (iii) the conditions set forth in article 7.5 below.

7.5 When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Company, by virtue of its subscription agreement or otherwise, shares held by such shareholder may only be transferred, pledged or assigned in accordance with the provisions of the issuing documents. Any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise, unless otherwise foreseen by the issuing documents. This condition may be waived by the Company, if deemed in the best interest of the Company and its shareholders.

7.6 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may be transferred to new shareholders subject to (i) any transfer restrictions provided for by law or the issuing documents, (ii) the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital, and (iii) the conditions set forth in article 7.5 above.

#### **Art. 8. Classes of shares.**

8.1 The Company may decide to issue one or more classes of shares, for the Company or for each Sub-Fund.

8.2 Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature. There may be capitalisation and distribution shares.

8.3 Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

8.4 The Company may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

#### **Art. 9. Sub-Funds.**

9.1 The Company may, at any time, create different sub-funds corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Company (each a "Sub-Fund"). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their duration if it sees fit.

9.2 As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund(s). The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

9.3 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro (EUR), be converted into euros (EUR) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

9.4 Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class of shares making up this Sub-Fund.

#### **Art. 10. Issue of shares.**

10.1 Subject to the provisions of the 2007 Law, the Company is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued, except when such issue in a specific share class bearing specific distribution rights (e.g. carried interest rights) would have a material dilution effect for the existing holders of such shares. In this latter case, no additional shares in the relevant class shall be issued without a preferential right to subscribe for existing shareholders without the approval of two thirds (2/3) of the votes attached to the relevant shares of such existing shareholders in the relevant Sub-Fund

10.2 The Company may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the Company may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

10.3 In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the 2007 Law, the Company may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

10.4 Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company.

10.5 The Company may delegate to any manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

10.6 The Company may, if a prospective shareholder requests and the Company so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Company and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A report relating to the contributed assets must be delivered to the Company by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé).

#### **Art. 11. Redemption and conversion.**

11.1 The Company shall determine whether shareholders of any particular class of shares may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of association.

11.2 The Company shall not proceed with the redemption of shares in the event that the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the 2007 Law as a result of such redemption.

11.3 The redemption price and payment modalities shall be determined in accordance with the rules and guidelines determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Managers shall determine.

11.4 If, as a result of any request for redemption or conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Company, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption or conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

11.5 Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 13 hereof), redemption and conversion requests exceed a certain level determined by the Company in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the Company may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Company considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests if necessary on a pro-rata basis among involved shareholders.

11.6 The Company may redeem shares whenever the Company considers redemption to be in the best interests of the Company.

11.7 In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 12 "Limitations on the ownership of Shares" herein.

11.8 The Company shall have the right, if the Company so determines, to satisfy in kind the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of an independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

## **Art. 12. Limitations on the ownership of Shares.**

12.1 The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the 2007 Law.

12.2 The Company may refuse to issue and decline to register any transfer of shares to any natural person or legal entity when it appears that such issue or transfer may result in any natural person or legal entity, which does not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the 2007 Law, holding such shares or if the Company considers that this ownership may violate the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company, as specified in the issuing documents.

12.3 In such instance, the Company may also proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company.

The following procedure shall be applied:

12.3.1. the Company shall send a redemption notice to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

12.3.2. the redemption price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed shall be determined in accordance with the rules determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

12.3.3. In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

## **Art. 13. Determination of the net asset value.**

13.1 The net asset value of the shares in every Sub-Fund or class of share of the Company, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the Company. The Company shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a "Valuation Day") and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, notes, debenture stocks, debt instruments and claims arising from loans, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Company or relevant Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the Company or relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Company or relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;



- the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures;  
and

- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Company's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;

- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;

- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the Company;  
and

- all other liabilities of the Company of any kind with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with, and fees payable to, its investment manager(s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents of the Company, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

13.2 The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service approved by the Company. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the Company;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- investments in private equity securities will be valued at a fair value under the direction of the Board of Managers in accordance with appropriate professional standards, such as, without limitation, the International Private Equity and Venture Capital (IPEV) Valuation Guidelines as endorsed by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the issuing documents of the Company;

- investments in real estate assets shall be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the Company for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, such as, for example, the Valuation - Professional Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS), as further specified in the issuing documents of the Company;

- the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Company or Sub-Fund would receive if it sold the securities prior to maturity. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar fund which marks its portfolio securities to market on a daily basis;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the document governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of the Company or any Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the Board of Managers;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result

of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined pursuant to the policies established under the direction of the Company on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the Board of Managers in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

13.3 The Board of Managers, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

13.4 Where necessary, the fair value of an asset is determined by the Board of Managers, or by a committee appointed by the Board of Managers, or by a designee of the Board of Managers.

13.5 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

13.6 Adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

13.7 For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

13.8 The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

13.9 In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the Board of Managers or by any bank, company or other organisation which the Board of Managers may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

#### **Art. 14. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds.**

14.1 For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the Board of Managers shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is as a rule allocated to all the Sub-Funds pro rata to their net asset values; notwithstanding the foregoing, if and when specific circumstances so justify, such asset or liability may be allocated to all Sub-Funds in equal parts;

- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

14.2 Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

#### **Art. 15. Suspension of calculation of the net asset value.**

15.1 The Board of Managers may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of the Company one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of the Company's a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of the Company's a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of the Company a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of the Company a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;
- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by the Company a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;
- when the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of being liquidated or of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;
- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested;
- in exceptional circumstances, whenever the Board of Managers considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Company or one or more Sub-Funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

15.2 In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the Board of Managers reserves its right to determine the net asset value of the shares of the Company/a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

15.3 When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the Board of Managers for any one Sub-Fund, the Board of Managers reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to prorata applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

15.4 The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the Board of Managers is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

15.5 Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

15.6 The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

### **C. Decisions of the shareholders**

#### **Art. 16. Collective decisions of the shareholders.**

16.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

16.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

16.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

16.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the 1915 Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

**Art. 17. General meetings of shareholders.** In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

#### **Art. 18. Quorum and vote.**

18.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

18.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

**Art. 19. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 20. Amendments of the articles of association.** Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

#### **D. Management**

**Art. 21. Powers of the sole manager - Composition and powers of the Board of Managers.**

21.1 The Company shall be managed by a board of managers (the "Board of Managers") composed of at least three (3) managers. The Board of Managers shall have two (2) different classes of managers, the class A managers and the class B managers.

21.2 The Board of Managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the 1915 Law, the 2007 Law or by these articles of association or the issuing document of the Company or any Sub-Fund to the general meeting of shareholders.

**Art. 22. Appointment, removal and term of office of managers.**

22.1 The managers shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

22.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

**Art. 23. Vacancy in the office of a manager.**

23.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

**Art. 24. Convening meetings of the Board of Managers.**

24.1 The Board of Managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

24.2 Written notice of any meeting of the Board of Managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Managers which has been communicated to all managers.

24.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the Board of Managers.

**Art. 25. Conduct of meetings of the Board of Managers.**

25.1 The Board of Managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

25.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the Board of Managers. In his absence, the Board of Managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

25.3 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

25.4 Meetings of the Board of Managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

25.5 The Board of Managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers, including at least one (1) class A manager and one (1) class B manager, are present or represented at a meeting of the Board of Managers.

25.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including the affirmative vote of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

25.7 The Board of Managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent

separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

**Art. 26. Minutes of the meeting of the Board of Managers.** The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

**Art. 27. Conflict of interest.**

27.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

27.2 For the avoidance of doubt, any manager or officer of the Company who serves as a director, executive, authorised representative or employee of a company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business relations, shall not, by reason of such affiliation with such company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters related to such contracts or business dealings.

27.3 In the event that any manager or officer of the Company has any personal interest in any transaction of the Company, such manager or officer shall inform the Managers of such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction. Such Manager's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

**Art. 28. Dealing with third parties.** The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the joint signatures of one (1) class A manager and one (1) class B manager, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the Board of Managers within the limits of such delegation.

**Art. 29. Termination and amalgamation of Sub-Funds or classes of shares.**

29.1 In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Managers to be the minimum level for such Sub-Fund or such classes of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the Board of Managers may decide to redeem all the shares of the relevant Sub-Fund or class at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

29.2 Notwithstanding the powers conferred to the Board of Managers by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, with the consent of the Board of Managers, to decide the redemption of all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, and the consent of the Board of Managers.

29.3 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company until they are remitted with the *caisse de consignation* on behalf of the persons entitled thereto, in compliance with the deadlines foreseen under the applicable legal and/or regulatory requirements.

29.4 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the Board of Managers may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the 2007 Law or the law dated 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "New Sub-Fund") and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-Fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred *de jure* to the New Sub-Fund.

29.5 Notwithstanding the powers conferred to the Board of Managers by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-

Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the Board of Managers.

29.6 Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the Board of Managers, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (“fonds commun de placement”) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

#### **E. Audit and supervision**

**Art. 30. Auditor.** The Company shall have the accounting information contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor (“réviseur d'entreprises agréé”) appointed by the general meeting of shareholders, which shall determine his remuneration.

#### **Art. 31. Depositary.**

31.1 The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the 2007 Law.

31.2 The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law. In carrying out its role as depositary, the depositary must act solely in the interests of the investors.

#### **F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends**

**Art. 32. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

**Art. 33. Annual accounts and allocation of profits.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board of Managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

#### **Art. 34. Distributions.**

34.1 The Board of Managers may, within the limits provided by law and these articles of incorporation, determine distributions to be made by the Company and its Sub-Funds in compliance with the issuing documents of the Company.

34.2 Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

34.3 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Managers shall determine from time to time.

34.4 Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

34.5 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### **G. Liquidation**

#### **Art. 35. Liquidation.**

35.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders, deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

35.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders accordance with the issuing documents.

35.3 Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the 2007 Law, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the Board of Managers. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

35.4 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the 2007 Law; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

35.5 The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

35.6 At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg

#### H. Applicable law

**Art. 36. Applicable law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the 1915 Law and 2007 Law.

#### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. Interim dividends may also be distributed during the Company's first financial year.

#### *Subscription and payment*

The twelve thousand five hundred (12,500) issued shares have been fully subscribed by BOF II Realty Holdings LLC, aforementioned, for the price of one euro (EUR 1) each;

All the shares so subscribed are fully paid-up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

#### *Resolutions of the shareholder*

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers of the Company with immediate effect and for an unlimited term:
  - (i) Ahmed Hamdani, born on 15 March 1973 in Karachi, Pakistan, residing at 140 Oakwood Court, London W14 8JS, United Kingdom,

*class A manager;*

- (ii) Daphné Chanteloup born on 25 January 1973 in Caen, France, residing at 9A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

*class A manager; and*

- (iii) Luc Biren, born on 2 January 1947 in Arlon, Belgium, residing at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

*class B manager.*

3. The following person is appointed as independent auditor until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:

Deloitte Audit, a société à responsabilité limitée, incorporated under the law of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Company Register of Luxembourg under number B 67895 having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Signé: C. TENU et D. KOLBACH.

Enregistré à Luxembourg A.C.I, le 27 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/2788. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 février 2016.

Référence de publication: 2016071614/612.

(160035479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2016.

**Acacia Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 204.170.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the seventeenth day of February,  
before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARS:

JTC Group Limited, a limited liability company incorporated under the laws of Jersey, with registered office at Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 3RT and registered with the Jersey Financial Services Commission under number 79858 (the Subscriber),

represented by Mrs. Isabel DIAS, private employee, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg by virtue of a proxy, given under private seal, (the Attorney).

The power of attorney of the Subscriber, after having been initialled *ne varietur* by the Attorney and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Subscriber requests the undersigned notary to record the following articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which it hereby declares to incorporate:

**I. Legal form and name - Object - Duration - Registered office**

**Art. 1. Legal form and name.** There is formed a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name Acacia Holdings S.à r.l. (the Company) which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

**Art. 2. Corporate object.** The corporate object of the Company is as follows:

2.1 The acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular:

(a) acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, notes, asset-backed securities, debentures, certificates of deposit and other debt and other instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including any securitisation vehicle; and

(b) participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

2.2 The acquisition of participations in loans and/or lending of funds (including the proceeds of any borrowings and/or issuances of debt securities) to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. The Company may in particular:

(a) acquire participations and otherwise invest in and provide senior secured first lien revolving and term loans, senior secured second lien term loans, secured and unsecured mezzanine securities, junior loans and notes, unitranche loans, other types of hybrid debt, bonds and other types of securities, notes and instruments;

(b) for own account, enter into, execute, deliver and perform foreign exchange currency transactions and swap, derivatives and commodity transactions to the extent that such transactions facilitate or further the performance of the Company's corporate objects and employ techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate and other risks;

(c) give and receive guarantees and grant and receive securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company; and

(d) pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets,

provided that the Company may not carry on any activity that would fall within, and be regulated by, the Banking Act dated 5 April 1993 concerning the financial sector as amended from time to time.

2.3 The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.4 The Company may borrow in any form except by way of public offer or by way of collecting deposits or repayable funds from the public. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities, all in registered form only.

2.5 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management.

2.6 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.



**Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

3.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

**Art. 4. Registered office and branches.**

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or the General Meeting deliberating in the manner provided for amendments to these Articles.

4.2 The Company may establish offices and branches in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers of the Company.

**II. Capital - Shares****Art. 5. Share Capital.**

5.1 Outstanding share capital

The Company's subscribed share capital is fixed at fifty thousand euros (EUR 50,000), represented by fifty thousand (50,000) ordinary Shares having a nominal value of one EUR (EUR 1) each.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.2 Contribution to a "capital surplus" account

The General Meeting (the "General Meeting") is authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the General Meeting, within the limit prescribed by Luxembourg law and which shall be booked in the "capital surplus" account (account 115 re capital contribution without issuance of new shares of the Luxembourg chart of accounts of 10<sup>th</sup> June 2009).

**Art. 6. Share Capital Increase.** The share capital of the Company may be increased or otherwise varied by a resolution adopted by the sole shareholder or the General Meeting in the manner required for amendment of these Articles, as provided for in article 12.

**Art. 7. Share Capital Reductions and Share Redemptions.** The Company may reduce its share capital by a resolution adopted by the sole shareholder or the General Meeting in the manner required for amendment of these Articles, as provided for in article 12.

**Art. 8. Shares.**

8.1 Towards the Company, Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

8.2 In case of a single shareholder, the Shares held by the single shareholder are freely transferable to third parties.

8.3 In the case of plurality of shareholders, the Shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

**III. Management - Representation****Art. 9. Managers.**

9.1 The Company is managed by one or several managers, which would, in such a case, compose a board of managers (the Board). The managers, who need not be shareholders, are appointed by a resolution of the sole shareholder or of the General Meeting, as the case may be, which sets the term of their office. The sole shareholder or the General Meeting may (but are not obliged to) appoint managers of two different classes, being class A managers (the Class A Manager(s)) and class B managers (the Class B Manager(s)).

9.2 In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the Board has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's corporate object. The manager(s) may be dismissed ad nutum (without reason), at any time, by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders acting by simple majority.

9.3 The Company will be bound in all circumstances towards third parties by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the joint signature of any two managers (if no class A and B Managers are appointed), or by the joint signature of two managers including one Class A Manager and one Class B Manager in the event that the sole shareholder or the General Meeting has appointed different classes of managers, or, as the case may be, by the joint or sole signatures of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 9.4 of the present Articles.

9.4 All powers not expressly reserved by the Law or by the present Articles to the shareholder(s) fall within the competence of the manager(s). The Board can delegate the daily management of the business of the Company to one or more of its managers in accordance with conditions to be set by the manager or by the Board in the delegation of authority.

#### **Art. 10. Corporate Governance.**

10.1 The Board shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

10.2 Written notice of any meeting of the Board shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board.

10.3 No such convening notice is required if all the members of the Board of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Board of the Company.

10.4 Any manager may act at any meeting of the Board by appointing in writing another manager as his proxy.

10.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented, (including at least one Class A Manager in the event that the sole shareholder or the General Meeting has appointed different classes of managers). Resolutions of the Board are validly taken by the majority of the votes cast, (provided that at least one Class A Manager has agreed on those resolutions, in the event that the sole shareholder or the General Meeting has appointed different classes of managers). The resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by any two of the managers (including at least one Class A Manager in the event that the sole shareholder or the General Meeting has appointed different classes of managers).

10.6 Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

10.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

10.8 The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

### **IV. General meetings of shareholders**

#### **Art. 11. Powers and voting rights.**

11.1 If the Company has one sole shareholder, the sole shareholder shall exercise all powers conferred by the Law to the General Meeting. The decisions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

11.2 If the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolutions. The shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 12.2 of these Articles and shall cast their vote by signing the circular resolutions. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies thereof.

11.3 In all other cases, resolutions of the shareholders shall be adopted at the General Meeting.

11.4. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each Share entitles one vote.

#### **Art. 12. Notices, quorum, majority and voting procedures.**

12.1 The shareholders may be convened or consulted by any manager. The Board or, failing which, the statutory auditor (s), must convene or consult the shareholders following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

12.2 Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least twenty four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall have been set forth in the notice of the meeting.

12.3 General Meetings shall be held at such place and time specified in the notices.

12.4 If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

12.5 A shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a shareholder) in order to represent him/her/it at any General Meeting.

12.6 Resolutions of the General Meeting shall be passed by shareholders owning more than half of the share capital except where the Law or these Articles require a higher majority. If this majority is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and resolutions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

12.7 These Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

12.8 Any change in the nationality of the Company and any increase of any shareholder's commitments in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

## **V. Annual accounts - Allocation of profits - Distributions**

### **Art. 13. Financial year and annual general meeting of shareholders.**

13.1 The financial year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of the same year.

13.2 Each year, the Board must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

13.3 Each shareholder may inspect the inventory, the balance sheet and the report of the statutory auditor(s), if any, at the registered office.

13.4 The annual general meeting shall be held at the place and time specified in the convening notice. The balance sheet and profit and loss accounts shall be approved by circular resolution or at the annual general meeting within six (6) months from the closing of the financial year.

### **Art. 14. Allocation of Results.**

14.1 From the annual net profits of the Company (if any), 5% (five per cent) shall be allocated to a reserve (the Legal Reserve). This allocation shall cease to be required as soon as the Legal Reserve amounts to 10% (ten per cent) of the share capital of the Company, but shall again be compulsory if the Legal Reserve falls below 10% (ten per cent) of the share capital of the Company.

14.2 After allocation to the Legal Reserve, the General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated or distributed. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with profits carried forward from previous financial years, distributable reserves or share premium or Capital Surplus to the shareholders.

### **Art. 15. Interim Dividends.**

15.1 The Board may decide to declare and pay interim dividends out of the profits and reserves available for distribution, including share premium and Capital Surplus, if any, under the conditions and within the limits laid down in the Law and in accordance with this article 15.

15.2 The Board has to establish an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. Any two managers (including at least one Class A Manager in the event that the sole shareholder or the General Meeting has appointed different classes of managers) may require, at his or her sole discretion, to have this interim balance sheet be reviewed by an independent auditor at the Company's expense.

15.3 The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and the sum to be allocated to the Legal Reserve.

15.4 The General Meeting may also decide to declare and pay interim distributions out of the reserves available for distribution, including share premium and Capital Surplus, under the conditions and within the limits laid down in the Law and in accordance with this article 15.

15.5 Dividends and other distributions may be paid in euros or any other currency chosen by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board (and within the limits of any decision made by the General Meeting, if any).

15.6 Dividends may be paid in kind in assets of any nature, and the valuation of those assets shall be set by the Board according to valuation methods determined at its discretion.

## **VI. Dissolution - Liquidation**

### **Art. 16. Dissolution - Liquidation.**

16.1 In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the sole shareholder or the General Meeting which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the Shares held by each shareholder in the Company.

## VII. General provision

**Art. 17. General Provision.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2016.

### *Subscription - Payment*

Thereupon, the Subscriber, represented as stated above, declares to subscribe for all the 50,000 (fifty thousand) shares, with a par value of EUR 1 (one euro) each.

The shares have all been fully paid up by way of a contribution in cash, so that the amount of EUR 50,000 (fifty thousand euro) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

The Subscriber, represented as stated above, is from now on referred to below as the Sole Shareholder of the Company.

### *Resolutions of the Sole Shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder has passed the following resolutions:

(a) set the number of managers of the Company at two (2);

(b) appoint Jorge Fernandes, born on 05 March 1966, in Figueira da Foz, Portugal, and with professional address at 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as manager of the Company for an indefinite period;

(c) appoint Christophe Lentschat, born on 26 September 1972, in Thionville, France, and with professional address at 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as manager of the Company for an indefinite period; and

(d) set the registered office of the Company at 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

### *Estimate of costs*

The amount of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of its incorporation is estimated at one thousand six hundred euro (EUR 1,600.-).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le dix-septième jour du mois de février,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

### COMPARAIT

JTC Group Limited, une limited liability company constituée selon les lois de Jersey, ayant son siège social à Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 3RT et immatriculée auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 79858 (le Souscripteur),

représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, résident professionnellement à 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé (le Mandataire).

Ladite procuration du Souscripteur, après avoir été paraphée ne varietur par la Mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le Souscripteur requiert le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer:

### **I. Forme sociale et dénomination - Objet social - Durée - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale et dénomination.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination Acacia Holdings S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

**Art. 2. Objet social.** Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

2.1 La prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier:

(a) acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, titres adossés à des actifs, certificats de dépôt et autre dette, et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris tout véhicule de titrisation; et

(b) participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

2.2 L'acquisition de participations dans des prêts et/ou le prêt de fonds (y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations), à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. La Société peut également:

(a) acquérir des participations et investir dans des prêts garantis de premier rang renouvelables et à terme, dans des prêts garantis de deuxième rang à terme, dans des instruments mezzanine garantis et non-garantis, dans des prêts de type uni-tranche, et dans d'autres types de titres, valeurs mobilières et instruments;

(b) pour son propre compte, conclure, signer, délivrer, exécuter, des opérations de change de devises étrangères, des swap, des opérations sur des instruments dérivés et de matières premières dans la mesure où ces opérations facilitent ou améliorent la réalisation des objets sociaux de la Société et emploient des moyens et instruments destinés à la protéger contre les risques du crédit, des taux de change, le taux d'intérêt et autres risques;

(c) donner et recevoir des garanties et donner et recevoir des sûretés en faveur de tiers pour assurer ses obligations ou les obligations de ses succursales, filiales, ou toute autre société;

(d) nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs; et

pour autant que la Société n'accomplisse aucune activité qui tomberait dans le champ d'application, et serait réglementée par, la Loi Bancaire du 5 avril 1993 relative au secteur financier telle qu'amendée de temps en temps.

2.3 La Société peut encore investir dans des l'acquisition et la gestion de portefeuille de brevets et d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

2.4 La Société peut emprunter sous toutes les formes exceptés par voie d'offre publique ou en recevant du public des dépôts ou autres fonds remboursables. Elle peut émettre par voie de placements privés uniquement, des créances, debentures, obligations et toute autre forme de dette et/ou capital, toutes sous forme nominative uniquement.

2.5 La Société peut d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace.

2.6 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que toutes transactions relatives à la propriété mobilière ou immobilière, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

### **Art. 3. Durée.**

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civiques, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

### **Art. 4. Siège social et succursales.**

4.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'Assemblée Générale adoptée de la même manière que pour la modification des Statuts.

4.2 Il peut être créé par simple décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

## **II. Capital - Parts sociales**

### **Art. 5. Capital.**

#### **5.1 Montant du capital social**

Le capital social de la Société est fixé à la somme de cinquante mille euro (50.000 euro) représenté par cinquante mille (50.000) Parts Sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

En sus du capital social émis, un compte de prime d'émission peut être créé sur lequel seront versées les éventuelles primes d'émission payées sur les Parts Sociales en sus de leur valeur nominale. Les sommes figurant au crédit du compte de prime d'émission peuvent être utilisées pour financer les Parts Sociales que la Société souhaiterait racheter à son ou ses Associés, pour compenser d'éventuelles pertes nettes réalisées, faire des distributions à leur profit sous forme de dividende ou affecter des sommes d'argent à la réserve légale.

#### **5.2 Apport au compte de "capital surplus"**

L'Assemblée Générale (l'"Assemblée Générale") est autorisée à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles Parts Sociales, réalisés au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, selon les conditions définies par l'Assemblée Générale, dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise; de

tels apports seront enregistrés dans le compte de capital surplus (compte 115 concernant des contributions au capital sans émission des nouvelles parts sociales selon le plan comptable en date du 10 juin 2009).

**Art. 6. Augmentations du capital social.** Le capital social de la Société peut être augmenté ou autrement modifié par une décision de l'associé unique ou de l'Assemblée Générale dans les conditions requises pour la modification des Statuts, telles que prévues à l'article 12.

**Art. 7. Réductions de capital social et rachat de Parts Sociales.** La Société, par une résolution de son associé unique ou de l'Assemblée Générale dans les conditions requises pour la modification des Statuts, telles que prévues à l'article 12, peut procéder à la réduction du capital social de la Société en autorisant le conseil de gérance à racheter et annuler toute classe de Parts Sociales au Prix de Rachat.

#### **Art. 8. Parts Sociales.**

8.1 Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Part Sociale. Les copropriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

8.2 En cas d'associé unique, les Parts Sociales détenues par ce seul associé peuvent être librement cédées à des tiers.

8.3 En cas de pluralité d'associés, les Parts Sociales détenues par chaque associé peuvent être librement transférées en vertu des dispositions des articles 189 et 190 de la Loi

### **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 9. Gérants.**

9.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, composant, dans ce dernier cas, un conseil de gérance (le Conseil de Gérance). Les gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés, sont désignés par une décision de l'associé unique ou de l'Assemblée Générale, le cas échéant, qui détermine les termes de leur mandat. L'associé unique ou l'Assemblée Générale peut (sans aucune obligation) nommer des gérants de deux catégories différentes, étant les gérants de catégorie A (le(s) Gérant(s) de Catégorie A) et les gérants de Catégories B (le(s) Gérant(s) de Catégorie B).

9.2 Vis-à-vis des tiers, le ou les gérants ont tous pouvoirs pour accomplir, dans toutes circonstances, tous actes au nom de la Société, et autoriser tous actes et opérations qui soient consistants avec l'objet social de la Société. Le ou les gérants sont révocables à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) par une décision de l'associé unique ou de l'Assemblée Générale, le cas échéant, prise à la majorité simple.

9.3 La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la seule signature du gérant unique, ou dans le cas d'une pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants (si aucun gérant de classe A ou B n'ai nommé) ou, par la signature conjointe de deux gérants, comprenant un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B, dans le cas où l'associé unique ou l'Assemblée Générale a nommé différentes catégories de gérants ou, le cas échéant, par la ou les signature(s) individuelles ou conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 9.4 des Statuts.

9.4 Tous les pouvoirs non expressément réservés à (aux) associé(s) par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence des gérants. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs de ses gérants, en vertu des dispositions qui seront fixées par le gérant ou par le Conseil de Gérance dans la délégation de pouvoir.

#### **Art. 10. Organisation de la gestion de la Société.**

10.1 Le Conseil de Gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

10.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

10.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du Conseil de Gérance de la Société donné par écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

10.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

10.5 Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée (comprenant au moins un Gérant de Catégorie A, dans le cas où l'associé unique ou l'Assemblée Générale a nommé différentes catégories de gérants). Les décisions du Conseil de Gérance sont prises valablement à la majorité des voix exprimées à condition qu'au moins un Gérant de Catégorie A ait donné son accord sur ces résolutions, dans le cas où l'associé unique ou l'Assemblée Générale a nommé différentes catégories de gérants. Les résolutions du Conseil de Gérance seront consignées en procès-verbaux signés par deux gérants (dont au moins un Gérant de Catégorie A dans le cas où l'associé unique ou l'Assemblée Générale a nommé différentes catégories de gérants).

10.6 Tout gérant peut participer à la réunion du Conseil de Gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

10.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

10.8 Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Assemblées Générales

##### Art. 11. Pouvoirs et droits de vote.

11.1 Si la Société n'a qu'un seul associé, l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale. Les décisions de l'associé unique seront consignées sous forme de procès-verbal ou établies sous forme de résolutions écrites.

11.2 Si la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par voie circulaire. Les associés seront consultés par écrit, conformément à l'article 12.2 de ces Statuts et émettront leur vote en signant les résolutions circulaires. Les signatures des associés peuvent apparaître sur un document unique ou sur différentes copies de ce document.

11.3 Dans tous les autres cas, les résolutions des associés seront adoptées à l'occasion des Assemblées Générales.

11.4 Chaque associé a des droits de vote au prorata de sa participation. Chaque Part Sociale donne droit à un vote.

##### Art. 12. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote.

12.1 Les associés peuvent être convoqués ou consultés par tout gérant. Le Conseil de Gérance ou, à défaut, le (les) réviseur(s) agréé(s), doivent convoquer ou consulter les associés suite à une demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

12.2 Une convocation écrite à toute Assemblée Générale sera donnée à tous les associés au moins vingt-quatre (24) heures avant la date de l'assemblée, sauf dans les cas d'urgence dont la nature et les circonstances devront avoir été établies dans la convocation à l'assemblée.

12.3 Les Assemblées Générales seront tenues aux lieux et heure précisés dans les convocations.

12.4 Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

12.5 Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, (associé ou non), afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

12.6 Les décisions de l'Assemblée Générale seront adoptées par les associés détenant plus de la moitié du capital social, sauf dans les cas où la Loi ou les Statuts requièrent une majorité renforcée. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première Assemblée Générale ou lors de la première consultation écrite, les associés seront convoqués une deuxième fois par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des votes émis, sans égard à la proportion du capital social représenté.

12.7 Les Statuts peuvent seulement être modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

12.8 Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

#### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

##### Art. 13. Exercice social et assemblée générale annuelle des associés.

13.1 L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil de Gérance dresse le bilan et le compte de profits et de pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, auditeur(s) (s'il y en a) et des associés envers la Société.

13.3 Chaque associé peut prendre connaissance de l'inventaire, du bilan et du rapport du (des) commissaire(s) aux comptes, s'il y en a, au siège social de la Société.

13.4 L'assemblée générale annuelle se tiendra aux lieux et places spécifiés dans la convocation. Le bilan et le compte de profits et de pertes seront approuvés par voie circulaire ou lors d'une assemblée générale annuelle des associés dans les six (6) mois de la clôture de l'année financière.

##### Art. 14. Affectation des résultats.

14.1 5% (cinq pour cent) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à une réserve (la Réserve Légale). Cette affectation cessera d'être exigée dès que la Réserve Légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société,

mais deviendra à nouveau obligatoire si la Réserve Légale tombe en-dessous du seuil de 10% (dix pour cent) du capital social de la Société.

14.2 Après l'allocation à la Réserve Légale, l'Assemblée Générale déterminera l'affectation du solde du bénéfice net annuel, par allocation ou distribution. Elle pourra décider d'allouer l'intégralité ou une partie de ce solde à une réserve ou à une provision, de le reporter pour l'exercice social suivant ou de le distribuer, ensemble avec les profits reportés des années précédentes, les réserves distribuables, la prime d'émission ou le Surplus en Capital aux associés.

#### **Art. 15. Dividendes intérimaires.**

15.1 Le Conseil de Gérance peut décider de procéder à la déclaration et au paiement de dividendes intérimaires sur base des bénéfices et réserves distribuables disponibles pour une distribution, y compris la prime d'émission et le Surplus en Capital, le cas échéant, dans les conditions et sous réserve des limites prévues par la Loi, et conformément au présent article 15.

15.2 Le Conseil de Gérance doit établir un état des comptes intérimaire indiquant que des montants suffisants existent pour procéder à une distribution. Deux gérants (incluant au moins un Gérant de Catégorie A dans le cas où l'associé unique ou l'Assemblée Générale a nommé différentes catégories de gérants) peuvent requérir, à leur seule discrétion, que l'état des comptes intérimaires soit revu par un expert indépendant, au frais de la Société.

15.3 Le montant devant être distribué ne peut pas excéder les profits distribuables réalisés à la fin de l'exercice social précédent, s'il en existe, augmenté des profits reportés et des réserves disponibles, et diminué des pertes reportées et des montants devant être alloués à la Réserve Légale.

15.4 L'Assemblée Générale peut également décider de procéder à la déclaration et au paiement de dividendes intérimaires sur les réserves distribuables disponibles pour la distribution, comprenant la prime d'émission et le Surplus en Capital, dans les conditions et sous réserve des limites prévues par la Loi, et conformément à l'article 15.

15.5 Les dividendes et autres distributions peuvent être payés en euros ou en toute autre devise déterminée par le Conseil de Gérance, et ils peuvent être payés aux lieux et dates tels que déterminés par le Conseil de Gérance (dans les limites des décisions prises par l'Assemblée Générale, le cas échéant).

15.6 Les dividendes peuvent être payés en nature, par des biens de toute nature, et la valeur de ces biens doit être fixée par le Conseil de Gérance conformément aux méthodes d'évaluation qu'il détermine à sa seule discrétion.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

#### **Art. 16. Dissolution - Liquidation.**

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'Assemblée Générale qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution des associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés au prorata des Parts Sociales détenues par chaque associé dans la Société.

### **VII. Disposition générale**

**Art. 17. Provision générale.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2016.

#### *Souscription - Paiement*

Ces faits exposés, le Souscripteur, représenté comme indiqué ci-dessus déclare souscrire à l'intégralité des 50.000 (cinquante mille) parts sociales, d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Les parts sociales ont été entièrement libérées par apport en numéraire, de sorte que le montant d'EUR 50.000 (cinquante mille euros) est désormais à la libre disposition de la Société, comme il en a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Le Souscripteur, représenté comme indiqué ci-dessus, est ci-dessous référencé comme l'Associé Unique de la Société.

#### *Résolutions de l'Associé Unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique a adopté les résolutions suivantes:

(a) fixer le nombre de gérants de la Société à deux (2);

(b) nommer Jorge Fernandes, né le 5 mars 1966, à Figueira da Foz, Portugal, et résidant professionnellement au 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg comme gérant de la Société pour une durée indéterminée;



(c) nommer Christophe Lentschat, né le 26 septembre 1972, à Thionville, France, et résidant professionnellement au 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, comme gérant de la Société pour une durée indéterminée; et

(d) fixer le siège social de la Société au 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à mille six cents euros (EUR 1.600.-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, constate qu'à la demande de la comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, la comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 22 février 2016. 2LAC/2016/3820. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2016.

Référence de publication: 2016071351/511.

(160035659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2016.

#### **AB Toscana (Luxembourg) Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 204.169.

#### — STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fourth of February.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

“AB Toscana (Luxembourg) Holding S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, whose registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is pending, incorporated today by the undersigned notary,

here represented by Mrs Linda HARROCH, lawyer, with professional address in Howald, Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 4 February 2016.

Said proxy, initialled *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in his hereabove stated capacities, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**1. Corporate form and name.** This document constitutes the articles of incorporation (the “Articles”) of “AB Toscana (Luxembourg) Investment S.à r.l.” (the “Company”), a private limited company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the “1915 Law”).

#### **2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company (the “Registered Office”) is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the Board of Managers (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a “Shareholders' Resolution”) passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law (“Luxembourg Law”).

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**3. Objects.** The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Board of Managers think fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.3 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.4 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Board of Managers think fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.5 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Board of Managers think fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.6 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.7 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this article 3.7 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.8 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.9 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favor of any person) that are in the opinion of the Board of Managers incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

**4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

**5. Share capital.**

5.1 The Company's share capital is set at sixty-nine thousand Euro (EUR 69,000.00) represented by sixty-nine thousand (69,000) shares of one Euro (EUR 1.00) each having such rights and obligations as set out in these Articles. In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the “Share Premium Account”) into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

## **6. Indivisibility of shares.**

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

## **7. Transfer of shares.**

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

## **8. Management.**

8.1 The Company will be managed by at least one class A manager (the “Class A Manager”) and one class B manager (the “Class B Manager”) and together referred to as the “Managers”) who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the “Board of Managers”).

8.3 A Manager may be removed at any time for any legitimate reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

**9. Powers of the managers.** The Board of Managers, may take all or any action, which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

**10. Representation.** Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

10.1 if the Company has more than one Manager, one Class A Manager together with one Class B Manager;

10.2 any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

**11. Agent of the managers.** Any Manager may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent’s powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

## **12. Board meetings.**

12.1 Meetings of the Board of Managers (“Board Meetings”) may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a “Manager's Representative”) at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment (initiated from Luxembourg) provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned. For the avoidance of doubt, written resolution shall be avoided in case the Company has to decide any important or strategic decisions.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

### **13. Shareholders' resolutions.**

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultations, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed by at least half of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.6 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a meeting of Shareholders provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

### **14. Business year.**

14.1 The Company's financial year starts on 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December each year.

### **15. Distributions on shares.**

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder (s).

**16. Dissolution and liquidation.** The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

### **17. Interpretation and Luxembourg law.**

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a “person” includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

#### *Subscription and payment*

The sixty-nine thousand (69,000) shares have been subscribed by AB Toscana (Luxembourg) Holding S.à r.l.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of sixty-nine thousand Euro (EUR 69,000.00), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2016.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro.

#### *Resolutions of the partners*

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite period:
  - Mr. Michael J. RISTAINO, born on October 8, 1961 in Massachusetts, United States of America, residing at 75, State Street, 29<sup>th</sup> Floor, Boston, MA 02109, United States of America, as Class A Manager;;
  - Mr. Fergal O'HANNRACHAIN, accountant, born on 27 November 1964 in Dublin, residing at 7 rue Tubis, L-2629 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class A Manager;;
  - Mrs. Ruth SPRINGHAM, born on 25 May 1961 in Johnstone, Scotland, United Kingdom, residing at 4 rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duchy of Luxembourg, as Class B Manager; and
  - Mr. Vishal JUGDEB, born on August 5, 1977, in Port Louis, in Mauritius, residing at 4 rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duchy of Luxembourg, as Class B Manager.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le quatre février.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU

«AB Toscana (Luxembourg) Holding S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, dont l'immatriculation auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est en cours,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, avocat, demeurant à Howald, Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 4 février 2016.

La procuration, signée ne varietur par la mandataire du comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

**1. Forme et nom.** Ce document constitue les statuts (les «Statuts») de «AB Toscana (Luxembourg) Investment S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg notamment la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

## **2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société (le «Siège Social») est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit au sein de la même commune du Grand-Duché de Luxembourg par le Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 8.3) si la Société administrée par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (au sein de la même commune ou non) par résolution des associés de la Société (une «Résolution des Associés») prise en conformité avec ces Statuts - notamment l'article 13.4 - et les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg notamment la Loi de 1915 (la «Loi Luxembourgeoise»).

2.3 Au cas où des événements d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège social, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Conseil de gérance, le cas échéant.

2.4 La Société peut ouvrir des bureaux ou des succursales au sein du Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

## **3. Objet.** L'objet de la Société est:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes entités dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (soit par souscription originale, offre publique, achat, échange ou autre) la totalité ou une partie du capital, des actions, des obligations, des bons ou autres titres émis ou garantis par toute personne et tout autre actif et de les détenir en tant qu'investissements, de les vendre, de les échanger et d'en disposer;

3.2 de vendre, louer, échanger, de mettre ou de prendre en location et de disposer de tout bien immeuble ou meuble et/ou de la totalité ou d'une partie du fonds de commerce de la Société, pour toute contrepartie que le Conseil de Gérance estime adéquate, incluant pour les actions, obligations ou autres titres, totalement ou partiellement libérés, de toute personne, ayant ou non (en totalité ou en partie) un objet similaire à celui de la Société; de détenir toutes actions, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, octroyer des options sur, ou négocier la totalité ou une partie des biens et droits de la Société;

3.3 de réaliser tout commerce ou affaires de toutes sortes et d'acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou une partie des affaires, des biens et/ou passifs de toute personne réalisant des affaires;

3.4 d'investir et de négocier de l'argent et les fonds de la Société de quelque manière que le Conseil de Gérance estime adéquate et de prêter de l'argent et d'octroyer crédit à toute personne avec ou sans garantie;

3.5 d'emprunter, lever ou garantir le paiement de sommes d'argent de quelque manière que le Conseil de Gérance estime adéquate, incluant l'émission (dans le cadre permis par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et autres titres ou instruments financiers, perpétuels ou autre, convertibles ou non, à payer ou non sur la totalité ou une partie des biens de la Société (présents et futurs) ou sur son capital non encore libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.6 d'acquérir tout intérêt dans, fusionner avec, ou entrer dans tout partenariat ou accord relatif au partage de profits, l'union d'intérêts, la coopération, la participation en société, la concession mutuelle ou autre, avec toute personne, incluant tout employé de la Société;

3.7 de conclure toute garantie ou tout engagement d'indemniser, et de fournir toute sûreté incluant les garanties et octroi de sûretés pour la réalisation d'obligations et le paiement de toute somme d'argent (incluant le capital, le principal, les primes, dividendes, intérêts, commissions, charges, escomptes ou tous coûts relatifs ou dépenses sur actions ou autres titres) par toute personne incluant toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne étant membre ou ayant un intérêt direct ou indirect dans la Société ou étant associée avec la Société dans toute activité ou entreprise, que la Société en reçoive ou non une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), soit par engagement personnel ou hypothèque, sûreté ou privilège sur tout ou une partie du fonds de commerce, des biens, des actifs ou du capital non encore libéré de la Société (présent et futur) ou par tout autre moyen; pour les besoins du présent article 3.7 «garantie» inclut toute obligation, quel qu'en soit le libellé, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (incluant l'avance d'argent, l'achat ou la souscription d'actions ou autres titres et l'achat d'actifs ou de services), d'indemniser et maintenir indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou d'être responsable, de toute autre manière, des dettes de toute autre personne;

3.8 de faire toute chose prévue aux paragraphes du présent Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que commettant, agent, le contractant, fiduciaire ou autre; (c) par l'intermédiaire de fiduciaires, agents, sous-contractants ou autres; (d) seul ou avec d'autre(s) personne(s);

3.9 de faire toutes choses (incluant conclure, réaliser ou délivrer des contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) que le Conseil de Gérance considère comme incitant ou propice à l'accomplissement de tout ou partie de l'objet social de la Société, ou l'exercice de tout ou partie des pouvoirs de celle-ci;

SOUS RESERVE que la Société n'entrera jamais dans aucune opération qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui exigerait une licence professionnelle conformément à la Loi Luxembourgeoise, sans l'autorisation requise par celle-ci.

**4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

#### **5. Capital social.**

5.1 Le capital social de la Société est de soixante-neuf mille euro (EUR 69.000,00) représenté par soixante-neuf mille (69.000) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1.00) chacune (les «Parts Sociales»), ayant les droits et obligations tel que prévus par les Statuts. Dans les présents Statuts, «Associés» signifie les détenteurs au moment opportun de Parts Sociales et «Associé» devra être interprété conformément.

5.2 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le «Compte de Prime d'Emission») sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions visant à utiliser le Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans restriction, accepter de l'equity ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut inscrire ces contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute une telle décision ne doit allouer aucune des contributions au contributeur.

5.4 Toutes les Parts Sociales ont des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter, rembourser et/ou annuler ses Parts Sociales conformément à la Loi de 1915.

#### **6. Indivisibilité des parts sociales.**

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plusieurs personnes sous réserve que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société lequel d'entre eux devra être considéré comme leur représentant; la Société s'adressera à ce représentant comme s'il était l'unique associé au regard de cette Part Sociale notamment eu égard à l'exercice du droit de vote, aux dividendes ainsi qu'à tous autres droits à paiement.

#### **7. Transfert des parts.**

7.1 Dans l'hypothèse où la Société ne comprend qu'un seul Associé, les Parts Sociales seront librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où la Société comprend plusieurs Associés:

7.2.1 Les Parts Sociales ne sont pas transmissibles autrement qu'à cause de mort à d'autres personnes que les Associés à moins que les Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales aient accepté le transfert en assemblée générale;

7.2.2 Les Parts Sociales ne peuvent être transmises à cause de mort à d'autres personnes que les Associés à moins que les Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales détenues par les ayants droit aient accepté le transfert ou dans les circonstances prévues par l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 Le transfert de Parts Sociales est soumis aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

#### **8. Gérance.**

8.1 La Société est administrée par au moins un gérant de catégorie A (le «Gérant de Catégorie A») et un gérant de catégorie B (le «Gérant de Catégorie B»), ensemble référencés comme étant les «Gérants») nommés par une Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

8.2 En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

8.3 Un gérant pourra être révoqué à tout moment, pour toute cause légitime, par Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

**9. Pouvoirs des gérants.** Le Conseil de Gérance, peut prendre toutes les actions nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de celles requérant une décision des Associés conformément à la Loi Luxembourgeoise ou aux présents Statuts.

**10. Représentation de la société.** Sous réserve des dispositions prévues par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts, les personnes suivantes son autorisées à représenter et/ou engager la Société:

10.1 En cas de pluralité de gérants, une Gérant de Catégorie A avec un Gérant de Catégorie B;

10.2 Toute personne à qui le pouvoir aura été délégué en conformité avec l'article 11.

**11. Agent des gérants.** Tout Gérant, peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées et détermine les pouvoirs, responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de tout mandataire, la durée de représentation de la Société ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

#### **12. Réunion du conseil de gérance.**

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les «Réunions du Conseil de Gérance») sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sans convocation préalable si tous les gérants ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite Réunion du Conseil de Gérance en personne ou par un représentant autorisé.

12.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une Réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant (à l'exclusion de toute autre personne), pour assister, délibérer, voter et exécuter ses fonctions en son nom lors de cette Réunion du Conseil de Gérance. Un Gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs autres Gérants lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sous réserve que (et tant que les conditions de quorum sont satisfaites) au moins deux Gérants soient physiquement présents à la Réunion du Conseil de Gérance tenue en personne ou participent à la Réunion du Conseil de Gérance tenue conformément à l'article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 Tout Gérant ou son représentant peut valablement participer à une Réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire (initiée depuis le Luxembourg) sous réserve que chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les autres participants tout au long de la réunion. Ledit participant sera réputé présent à la réunion, sera comptabilisé dans le quorum et habilité à prendre part au vote. Conformément à la Loi Luxembourgeoise, toute affaire conclue de telle manière par les Gérants sera, pour les besoins de ces Statuts, réputée valablement et effectivement conclue par le Conseil de Gérance, nonobstant le fait que le nombre de Gérants (ou leur représentant) physiquement présents au même endroit est inférieur au nombre requis.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou pour tout Gérant, son représentant), est valide et effective comme si elle avait été adoptée lors d'une Réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue et peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu, signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants. Les résolutions écrites devront être évitées en cas de prise de décisions importantes et stratégiques.

12.7 Les procès-verbaux des Réunions du Conseil de Gérance sont signés et les extraits de ces procès-verbaux certifiés par tous les Gérants présents aux réunions.

### **13. Résolutions des associés.**

13.1 Tout Associé dispose d'un vote pour chaque action qu'il détient.

13.2 Comme prévu aux articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valablement prises seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, toutefois si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion ou première consultation écrite, les Associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée avec accusé de réception et la résolution pourra être prise à la majorité des votes enregistrés, sans tenir compte du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Le changement de nationalité de la Société ainsi que l'accroissement des participations des Associés dans la Société requièrent l'unanimité.

13.4 Tel qu'il est prévu à l'article 13.3, toute résolution modifiant les Statuts (y compris un changement de Siège Social) ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution visant à déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou à nommer les liquidateurs ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.6 Une assemblée des Associés peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite assemblée en personne ou par représentant autorisé.

13.7 Un Associé pourra être représenté à une assemblée des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.8 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, les Résolutions des Associés pourront être prises par écrit et non en assemblée, sous réserve que chaque Associé reçoive le texte exact des résolutions et des décisions à adopter et donne son vote part écrit.

### **14. Exercice social.**

14.1 L'année sociale de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre chaque année.

### **15. Distribution des parts.**

15.1 Du bénéfice net, déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent du capital nominal de la Société.

15.2 Dans le respect de la Loi luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société peut distribuer des dividendes conformément aux droits respectifs des Associés.

15.3 Le Conseil de Gérance, le cas échéant, peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes



reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

**16. Dissolution et Liquidation.** La dissolution de la Société sera décidée par l'assemblée des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Si à tout moment il n'y a qu'un seul Associé, celui-ci peut à sa propre discrétion, décider de liquider la Société en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et dettes, connus ou inconnus, de la Société.

**17. Interprétation et loi luxembourgeoise.**

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 Une référence à:

- (a) un genre inclut tous les genres;
- (b) (à moins que le contexte ne requiert autrement) l'utilisation du singulier inclut le pluriel et inversement;
- (c) une «personne» inclut la référence à tout particulier, entreprise, corporation et autre entité sociétaire, gouvernement, état ou organisme d'état ou toute société commune, association ou partenariat, ou tout corps syndical (qu'il ait ou non une personnalité juridique propre);
- (d) une disposition légale ou loi inclut toutes modifications et toutes refontes de celle-ci (avec ou sans modification).

17.1.2 Les titres contenus dans les présents Statuts n'affectent pas leur interprétation.

17.2 En sus des présents Statuts, la Société est aussi soumise à toutes dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise.

*Souscription et libération*

L'ensemble des soixante-neuf mille (69.000) parts sociales a été souscrit par AB Toscana (Luxembourg) Holding S.à r.l.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de soixante-neuf mille euros (EUR 69.000,00) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

*Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2016.

*Frais*

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à mille cinq cents euros.

*Résolutions de l'associé unique*

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
  - Monsieur Michael J. RISTAINO, né le 8 octobre 1961 à Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, demeurant au 75 State Street, 29<sup>th</sup> Floor, Boston, MA 02109, Etats-Unis d'Amérique, aux fonctions de Gérant de Catégorie A;
  - Monsieur Fergal O'HANNRACHAIN, comptable, né le 27 Novembre 1964 à Dublin, demeurant au 7 rue Tubis, L-2629 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, aux fonctions de Gérant de Catégorie A;
  - Madame Ruth SPRINGHAM, née le 25 mai 1961 à Johnstone, Ecosse, Royaume-Uni demeurant au 4 rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, aux fonctions de Gérant de Catégorie B; et
  - Monsieur Vishal JUGDEB, né le 5 août 1977 à Port Louis, Ile Maurice, demeurant au 4 rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, aux fonctions de Gérant de Catégorie B.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 5 février 2016. Relation: EAC/2016/3375. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): SANTIONI.*

Référence de publication: 2016071374/473.

(160035637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2016.

**SBP 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 188.655.

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of December,

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of SBP 1 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under registration number B 188.655, having a share capital amounting to twelve thousand pounds sterling (GBP 12,000), and incorporated on July 10, 2014 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on September 12, 2014 number 2467 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since its incorporation.

**THERE APPEARED:**

Almacantar SBP 1 Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under registration number B 187.631 and having a share capital amounting to twelve thousand pounds sterling (GBP 12,000) (the Sole Shareholder);

here represented by Régis Galiotto, notary clerk, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, has requested the undersigned notary to record that:

I. The Company's share capital is presently set at twelve thousand pounds sterling (GBP 12,000) represented by twelve thousand (12,000) shares in registered form with a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each, all subscribed and fully paid-up.

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Waiver of convening notice;
2. Addition of clauses in the Articles dealing with the documentation of board meetings, the execution of board minutes and change to the representation regime of the Company;
3. Subsequent amendment of article 8 of the Articles to reflect the resolution adopted under item 2. here above; and
4. Miscellaneous.

III. The Meeting has taken the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notice requirement, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

*Second resolution*

The Meeting resolves to add clauses to the Articles dealing with the documentation of board meetings, the execution of board minutes and change to the representation regime of the Company so that (i) minutes of the meetings of the board of managers of the Company can either be signed by the chairman (pro tempore) of the board of managers (if and when appointed) or by all managers attending such board meeting and (ii) the Company will be validly represented in all matters by the joint signature of any two managers or by the signature(s) of the person(s) to whom specific powers have been delegated by the board of managers of the Company.

*Third resolution*

The Meeting resolves to subsequently amend article 8 of the Articles, which shall henceforth read as follow:

“ **Art. 8.** The Company is managed by one or more managers appointed and revoked, ad nutum, by the sole member or, as the case may be, the members. The managers constitute the Board.

Managers may approve by unanimous vote a circular resolution by expressing their consent to one or several separate instruments in writing or by telegram, telex, electronic mail or telefax confirmed in writing which shall all together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented by virtue of a proxy, which may be given by letter, telegram, telex, electronic mail or telefax to another manager.

Resolutions shall require a majority vote, the chairman of the Board, if any, shall not have a casting vote. One or more managers may participate in a Board meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. The Board meeting held by such means of communication is considered as having been held at the registered office of the Company

The manager(s) is/are appointed for an unlimited duration and is/are vested with the broadest powers in the representation of the Company towards third parties.

Special and limited powers may be delegated to one or more agents, whether members or not, in the case of specific matters pre-determined by the manager(s).

The Company will be bound by the signature of the sole manager or, in case of several managers, by the joint signature of any two managers or by the signature(s) of the person(s) to whom specific powers have been delegated by the board of managers of the Company.

The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As simple authorized agents they are responsible only for the execution of their mandate.

The minutes of any meeting of the board of managers will be signed by the chairman (pro tempore) of the meeting (if and when appointed) or by all the managers that were present at such meeting. Copies or extracts of such minutes which are produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman (pro tempore) of the meeting (if and when appointed) or by all the managers that were present at such meeting.”

There being no further business, the Meeting is closed.

#### *Estimate of costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

#### *Declaration*

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le neuf décembre,

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de SBP 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 8-10 avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.655, ayant un capital social s'élevant à douze mille livres sterling (GBP 12.000) et constituée le 10 juillet 2014, en vertu d'un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 12 septembre 2014 numéro 2467 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

#### **A COMPARU**

Almacantar SBP 1 Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 8-10 avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.631 et ayant un capital social de douze mille livres sterling (GBP 12.000) (l'Associé Unique);

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Ladite procuration, après signature "ne varietur" par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, prénommé et représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille livres sterling (GBP 12.000), représenté par douze mille (12.000) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un livre sterling (GBP 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Ajout de clauses dans les Statuts concernant la documentation des réunions du conseil de gérance, l'exécution des procès-verbaux du conseil de gérance et le changement du régime de représentation de la Société;
3. Modification subséquente de l'article 8 des Statuts pour refléter la résolution adoptée au point 2. ci-dessus; et
4. Divers.

III. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide d'ajouter des clauses dans les Statuts concernant la documentation des réunions du conseil de gérance, l'exécution des procès-verbaux du conseil de gérance et le changement du régime de représentation de la Société de sorte que (i) les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance de la Société peuvent être soit signés par le président (pro tempore) du conseil de gérance (si et lorsque désigné) ou par tous les gérants participant à une telle réunion du conseil de gérance et (ii) la Société sera valablement représentée dans toutes les affaires par la signature conjointe de deux des gérants ou par la(es) signature(s) de(s) la personne(s) à qui des pouvoirs spécifiques ont été attribués par le conseil de gérance de la Société.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide en conséquence de modifier l'article 8 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 8.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révoqués, ad nutum, par l'associé unique ou, selon le cas, les associés. Les gérants constitueront le Conseil.

Les gérants peuvent approuver à l'unanimité une décision prise par voie circulaire en exprimant leur vote sur un ou plusieurs documents écrits ou par télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie confirmés par écrit qui constitueront dans leur ensemble les procès-verbaux propres à certifier une telle décision.

Le Conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée en vertu d'une procuration, qui peut être donnée par écrit, télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie à un autre gérant.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix, la voix du président du Conseil, le cas échéant, ne sera pas prépondérante. Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par conférence vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalent à une présence physique à la réunion. Une réunion du Conseil tenue par ces moyens sera considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) pour une durée indéterminée et est/ sont investi(s) dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non, pour des affaires déterminées par le(s) gérant(s).

La Société sera engagée par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants ou par la(es) signature(s) de(s) la personne(s) à qui des pouvoirs spécifiques ont été attribués par le conseil de gérance de la Société.

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance seront signés par le président (pro tempore) de la réunion (si et lorsque désigné) ou par tous les gérants qui étaient présents à cette réunion. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui sont produits dans les procédures judiciaires ou autrement seront signés par le président (pro tempore) de la réunion (si et lorsque désigné) ou par tous les gérants qui étaient présents à cette réunion.»

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### *Estimation des frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est estimé à environ mille quatre cents Euros (1.400.- EUR).

*Déclaration*

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 18 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/40634. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 février 2016.

Référence de publication: 2016073100/178.

(160036577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

**SBP 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 188.654.

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of December,

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of SBP 2 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under registration number B 188.654, having a share capital amounting to twelve thousand pounds sterling (GBP 12,000), and incorporated on July 10, 2014 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on September 20, 2014 number 2551 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since its incorporation.

THERE APPEARED:

Almacantar SBP 2 Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under registration number B 187.630 and having a share capital amounting to twelve thousand pounds sterling (GBP 12,000) (the Sole Shareholder);

here represented by Régis Galiotto, notary clerk, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, has requested the undersigned notary to record that:

I. The Company's share capital is presently set at twelve thousand pounds sterling (GBP 12,000) represented by twelve thousand (12,000) shares in registered form with a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each, all subscribed and fully paid-up.

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Waiver of convening notice;
2. Addition of clauses in the Articles dealing with the documentation of board meetings, the execution of board minutes and change to the representation regime of the Company;
3. Subsequent amendment of article 8 of the Articles to reflect the resolution adopted under item 2. here above; and
4. Miscellaneous.

III. The Meeting has taken the following resolutions:

### *First resolution*

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notice requirement, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

### *Second resolution*

The Meeting resolves to add clauses to the Articles dealing with the documentation of board meetings, the execution of board minutes and change to the representation regime of the Company so that (i) minutes of the meetings of the board of managers of the Company can either be signed by the chairman (pro tempore) of the board of managers (if and when appointed) or by all managers attending such board meeting and (ii) the Company will be validly represented in all matters by the joint signature of any two managers or by the signature(s) of the person(s) to whom specific powers have been delegated by the board of managers of the Company.

### *Third resolution*

The Meeting resolves to subsequently amend article 8 of the Articles, which shall henceforth read as follow:

“ **Art. 8.** The Company is managed by one or more managers appointed and revoked, ad nutum, by the sole member or, as the case may be, the members. The managers constitute the Board.

Managers may approve by unanimous vote a circular resolution by expressing their consent to one or several separate instruments in writing or by telegram, telex, electronic mail or telefax confirmed in writing which shall all together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented by virtue of a proxy, which may be given by letter, telegram, telex, electronic mail or telefax to another manager.

Resolutions shall require a majority vote, the chairman of the Board, if any, shall not have a casting vote. One or more managers may participate in a Board meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. The Board meeting held by such means of communication is considered as having been held at the registered office of the Company. The manager(s) is/are appointed for an unlimited duration and is/are vested with the broadest powers in the representation of the Company towards third parties.

Special and limited powers may be delegated to one or more agents, whether members or not, in the case of specific matters pre-determined by the manager(s).

The Company will be bound by the signature of the sole manager or, in case of several managers, by the joint signature of any two managers or by the signature(s) of the person(s) to whom specific powers have been delegated by the board of managers of the Company.

The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As simple authorized agents they are responsible only for the execution of their mandate.

The minutes of any meeting of the board of managers will be signed by the chairman (pro tempore) of the meeting (if and when appointed) or by all the managers that were present at such meeting. Copies or extracts of such minutes which are produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman (pro tempore) of the meeting (if and when appointed) or by all the managers that were present at such meeting.”

There being no further business, the Meeting is closed.

### *Estimate of costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand four hundred Euros (1,400.-EUR).

### *Declaration*

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le neuf décembre,

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de SBP 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 8-10 avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.654, ayant un capital social s'élevant à douze mille livres sterling (GBP 12.000) et constituée le 10 juillet 2014, en vertu d'un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 20 septembre 2014 numéro 2551 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

#### A COMPARU

Almacantar SBP 2 Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 8-10 avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.630 et ayant un capital social de douze mille livres sterling (GBP 12.000) (l'Associé Unique);

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Ladite procuration, après signature "ne varietur" par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, prénommé et représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille livres sterling (GBP 12.000), représenté par douze mille (12.000) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un livre sterling (GBP 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Ajout de clauses dans les Statuts concernant la documentation des réunions du conseil de gérance, l'exécution des procès-verbaux du conseil de gérance et le changement du régime de représentation de la Société;
3. Modification subséquente de l'article 8 des Statuts pour refléter la résolution adoptée au point 2. ci-dessus; et
4. Divers.

III. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide d'ajouter des clauses dans les Statuts concernant la documentation des réunions du conseil de gérance, l'exécution des procès-verbaux du conseil de gérance et le changement du régime de représentation de la Société de sorte que (i) les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance de la Société peuvent être soit signés par le président (pro tempore) du conseil de gérance (si et lorsque désigné) ou par tous les gérants participant à une telle réunion du conseil de gérance et (ii) la Société sera valablement représentée dans toutes les affaires par la signature conjointe de deux des gérants ou par la(es) signature(s) de(s) la personne(s) à qui des pouvoirs spécifiques ont été attribués par le conseil de gérance de la Société.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide en conséquence de modifier l'article 8 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 8.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révoqués, ad nutum, par l'associé unique ou, selon le cas, les associés. Les gérants constitueront le Conseil.

Les gérants peuvent approuver à l'unanimité une décision prise par voie circulaire en exprimant leur vote sur un ou plusieurs documents écrits ou par télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie confirmés par écrit qui constitueront dans leur ensemble les procès-verbaux propres à certifier une telle décision.

Le Conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée en vertu d'une procuration, qui peut être donnée par écrit, télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie à un autre gérant.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix, la voix du président du Conseil, le cas échéant, ne sera pas prépondérante. Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par conférence vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalent à une présence physique à la réunion. Une réunion du Conseil tenue par ces moyens sera considérée comme ayant été tenue au

siège social de la Société Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) pour une durée indéterminée et est/ sont investi(s) dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non, pour des affaires déterminées par le(s) gérant(s).

La Société sera engagée par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants ou par la(es) signature(s) de(s) la personne(s) à qui des pouvoirs spécifiques ont été attribués par le conseil de gérance de la Société.

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance seront signés par le président (pro tempore) de la réunion (si et lorsque désigné) ou par tous les gérants qui étaient présents à cette réunion. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui sont produits dans les procédures judiciaires ou autrement seront signés par le président (pro tempore) de la réunion (si et lorsque désigné) ou par tous les gérants qui étaient présents à cette réunion.»

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### *Estimation des frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est estimé à environ mille quatre cents Euros (1.400.- EUR).

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 18 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/40641. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Référence de publication: 2016073101/178.

(160037157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

#### **Private One SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 141.792.

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui s'est tenue en date du 24 février 2016:

- a renouvelé le mandat d'administrateur de:

Monsieur Patrick CASTERS, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg

Monsieur Alexandre DUMONT, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg

Monsieur Yves KUHN, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg,

pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2017

- a renouvelé le mandat de Réviseur d'Entreprises de:

PricewaterhouseCoopers, RCS B-65477, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg

pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2017.

*Pour PRIVATE ONE SICAV-FIS*

SICAV-FIS

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2016073634/20.

(160037273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.